



LETTRE D'EUROPE  
Die Welt

Chaque semaine, « Le Soir » ainsi que ses partenaires de Lena publient une chronique européenne depuis Paris, Berlin, Madrid, Rome, Genève ou Bruxelles, rédigée par l'un ou l'une des journalistes de ces quotidiens.

## Deux poids, deux mesures

Pour le moment, les Européens de l'Est sont loin d'être appréciés au sein de l'UE. On pourrait penser qu'ils veulent systématiquement perturber le consensus politique de Bruxelles et diviser l'union. Avec, à leur tête, des hommes politiques puissants comme le chef du gouvernement hongrois Viktor Orbán, le président tchèque Miloš Zeman ou encore Jarosław Kaczyński, président du parti polonais au pouvoir, le PiS, ce sont des agitateurs qui ne s'accommodent pas des exigences de répartition des migrants et des réfugiés dans leurs pays (...). Afin que la vague d'immigration de 2015 ne se reproduise pas, Viktor Orbán a déjà érigé une barrière frontalière dans le sud de la Hongrie. Et des partis gouvernementaux de la droite nationaliste, comme le Fidesz de Viktor Orbán et le PiS de Jarosław Kaczyński, travaillent à une transformation de l'État de droit dans leur sens : les contrats de radiodiffusion sont résiliés, les licences sont plutôt octroyées aux pro-gouvernementaux, les cours constitutionnelles sont remaniées et soumises au contrôle du gouvernement.

Tout cela est-il encore conciliable avec les valeurs de l'Europe ?

Apparemment oui, car tant qu'aucune procédure européenne de sanction des violations contractuelles n'aboutira, que ce soit contre la Pologne, la Hongrie ou d'autres nations récalcitrantes comme la Slovaquie, ces États membres relativement récents devront être considérés comme des Européens à part entière, dont les accents politiques sont différents - nationaux, autoritaires, anti-immigration - de ceux de Bruxelles, Paris ou Berlin. De plus, ces comportements déviants ont leur raison d'être : une nation européenne aussi pauvre que la Hongrie peut-elle offrir aux migrants les mêmes normes sociales que le Luxembourg ou la Suède ? Comment un

politicien roumain peut-il justifier que des Irakiens, des Afghans ou des Nigé-

**Plusieurs politiciens d'Europe de l'Ouest peuvent faire ouvertement ce qui est interdit aux parias de l'Est**

riens soient hébergés dans un village que les habitants ont eux-mêmes déserté pour aller travailler à l'étranger et échapper à la misère dans leur pays ? (...)

Implicitement, le *bashing* des Hongrois, des Polonais et des Slovaques s'accompagne aussi d'une dévalorisation culturelle. Comment ces Européens de l'Est, qui reçoivent de l'argent en masse des caisses de l'UE, osent-ils refuser tout net l'Islam ou l'immigration en tant que source d'enrichissement ! Cependant, en Europe de l'Est, on voit les choses autrement ; on veille à la nation et aux frontières. De nombreux Polonais se considèrent, très justement, comme des victimes de la Deuxième Guerre mondiale, qui leur a non seulement apporté de nombreux morts et la destruction, mais également plus de quarante ans de dictature soviétique. Pour beaucoup de Polonais, ce que l'UE verse désormais au pays est une réparation beaucoup trop tardive et incomplète.

Il n'en reste pas moins qu'un constructeur de barrières comme Viktor Orbán ne sera jamais autant apprécié que l'Européen modèle Mariano Rajoy en Espagne qui, en tant que Premier ministre, a sécurisé les frontières de son pays avec le Maroc au moyen d'immenses obstacles en métal. Même un libéral ouvert sur le monde comme le président français Emmanuel Macron ne laisse aucun migrant en provenance d'Italie traverser ses frontières hautement sécurisées.

Manifestement, plusieurs politiciens

d'Europe de l'Ouest peuvent faire ouvertement ce qui est interdit aux parias de l'Est sous peine de sanction. L'Europe qui, avec ses traités, se présente comme un système impartial et répondant aux exigences d'un État de droit,

fait apparemment deux poids, deux mesures. L'Ouest ramasse les billets tandis que l'Est reçoit les sanctions. Les citoyens modèles civilisés vivent à l'Ouest, tandis que les crève-la-faim primitifs vivent à l'Est. En jetant un regard sur le passé et en opérant un voyage au sein des sociétés dynamiques situées entre Bucarest et Tallinn, aucun Européen n'aura de mal à comprendre à quel point cette façon de voir est mauvaise et colonialiste.

Et le manque d'État de droit à l'Est ? Aucun commissaire européen à Bruxelles n'aura jamais l'idée de critiquer l'occupation de la Cour constitutionnelle allemande par des politiciens liés à un parti - ou même l'influence politique des partis sur les chaînes ARD et ZDF. Après tout, Berlin assure une grande partie du budget de l'UE et occupe de nombreux sièges importants au sein de l'UE. En revanche, l'ingérence certes maladroite de la Cour suprême en Pologne, qui a été provisoirement mise de côté, (...) a une nouvelle fois exposé les Polonais à des critiques frontales. Pourtant, les Européens de l'Est sont tout sauf des barbares et méritent de bénéficier de la même compréhension et du même temps que ceux qui ont été offerts aux nations d'Europe de l'Ouest avant 1989. ■

**Dirk Schümer** est un journaliste allemand né en 1962. Il a publié plusieurs livres sur des thématiques européennes. Il traite des questions européennes pour *Die Welt* (Berlin).